

La Vie Internationale

Manœuvres en Asie

14 Mars

1950

Les déclarations officielles de Truman et de Bevin ne nous renseignent pas exactement sur les intentions des anglo-saxons quant au problème asiatique. Y a-t-il accord ou désaccord entre les deux partenaires? Mao Tsé Tung lui, est toujours à Moscou et ce n'est pas par là que nous saurons quelque chose des projets du bolchevisme en Asie.

Le discours de Truman.

La position de Truman est difficile; le bipartisme en politique extérieure semble révolu. Les élections sont proches aux Etats-Unis, et les républicains attribuent à tort ou à raison leurs récents échecs à ce qu'ils appellent le « Météoolisme », c'est à dire au fait que leur programme ne s'est pas révélé assez nettement opposé à celui de leurs adversaires. Ils ont souscrit en politique extérieure à une tactique prudente et indécise pour contenir le communisme sans que celui-ci ait été beaucoup gêné dans son expansion. En Chine surtout les hésitations du département d'Etat ont affaibli la position morale des Etats-Unis et permis aux Asiatiques de défier la puissance américaine et celles des blancs en général. Cet échec évident est exploité par les républicains qui d'isolationnistes sont devenus interventionnistes en Asie tout au moins où des intérêts spécifiquement américains sont en jeu, et l'opinion les suit.

Truman ne pouvait pas, cependant, soutenir plus longtemps les Nationalistes chinois dont la cause était perdue sans encourir le reproche d'impérialisme. Il a donc réaffirmé qu'il n'interviendrait pas à Formose pour y maintenir le pouvoir de Tchang Kaï Chek. D'autre part la reconnaissance du Gouvernement de Pékin par les Anglais mettait en conflit les deux puissances anglo-saxonnes, si les Etats-Unis avaient envoyé des troupes à Formose comme le voulait Mac Arthur. Cela ne veut pas dire qu'on ne mette pas tout en œuvre pour que l'île ne tombe pas aux mains des communistes et qu'on ne s'arrangera pas pour que l'assaut contre l'île échoue. Des armes et de l'argent sont déjà partis. Les Anglais de leur côté ne souhaitent pas plus que les Américains que l'île tombe aux mains de Mao Tsé Tung. Mais ils veulent sauver leurs avoirs en Chine et ne pas se trouver en opposition avec les Dominions asiatiques, particulièrement l'Inde qui a pris vis-à-vis du dictateur chinois une attitude amicale.

L'attitude de Mao Tsé Tung.

Quoiqu'il en soit, la paix du monde est entre les mains de Mao Tsé Tung. Tout porte à croire qu'il ne cherchera pas à entrer en conflit ouvert avec les Etats-Unis quels que soient les conseils du Kremlin. S'attaquer aux pays du Sud-est asiatique serait une lourde aventure analogue au coup de folie des Japonais en 41. Encore les Japonais avaient-ils des raisons impérieuses pour s'ouvrir la voie vers les richesses de ces régions. Mao Tsé userait là des forces qui ne sont pas de trop pour organiser son pouvoir dans l'immense Chine. Il obtiendra beaucoup plus pacifiquement qu'en semant le désordre dans des contrées qui du jour au lendemain cesseraient d'être en mesure de lui fournir vivres et matières premières et il ne peut s'exposer à un blocus naval qui serait la première conséquence d'un conflit.

Les élections britanniques.

Les élections anglaises sont bien, comme on le prévoyait, fixées au 23 Février. Le moment est propice aux Travailistes. Ils peuvent s'appuyer sur les résultats immédiats toujours favorables d'une dévaluation, sans attendre que se fasse voir le revers de la médaille. La hausse des prix et le ralentissement des exportations et sans doute une nouvelle « crise du dollar ». Dans l'état présent de l'opinion, on pense que les Travailistes peuvent l'emporter de justesse ce qui conduirait tôt ou tard à un gouvernement d'union nationale quand la situation deviendrait critique.

La conférence de Colombo.

La réunion de Bevin et des ministres des Dominions asiatiques est déjà en soi un succès. Ces Dominions dont on sentait naguère la hâte de briser tout lien avec le Commonwealth se serrent aujourd'hui autour de la Couronne. Ce n'est certes pas par sentiment. Mais ils craignent qu'une rupture avec l'Angleterre n'entraîne l'écroulement du bloc sterling et ne mette leurs pays à la merci des financiers américains. La rivalité économique des deux puissances leur laisse une large liberté de manœuvre.

On sait que l'Inde détient du fait de la guerre une énorme créance sur l'Angleterre que celle-ci a intégralement reconnue et qu'elle rembourse par annuités par des exportations. Ce qui permet à l'industrie britannique de travailler à plein, d'éviter le chômage et aussi de

conserver la clientèle de l'Inde dont le vaste marché représente une assurance pour les entreprises anglaises dans l'avenir. Le fardeau néanmoins est très lourd pour l'Angleterre, car en fait, les marchandises exportées ne sont pas payées et c'est en définitive le contribuable britannique qui soldé la facture. Les Américains ont fait ressortir que cette charge était trop onéreuse pour le Royaume-Uni et détournait une large part de son activité des pays qui pourraient payer en dollars. En bons apôtres, ils ont offert de se substituer aux Anglais et de prendre en charge une part de ces dettes moyennant quoi le marché hindou serait passé aux mains des entreprises américaines. Jusqu'ici les Anglais sont restés sourds. Pourront-ils tenir indéfiniment et l'Inde elle-même, pressée par ses besoins ne sera-t-elle pas obligée de s'adresser davantage aux Etats-Unis? C'est à l'heure présente l'aspect de plus aigu de la lutte sterling-dollar.

M. Schuman en Allemagne.

On annonce le prochain voyage de M. Schuman à Bonn. Il est grant temps; les négociations économiques franco-allemandes ajournées et au point mort laissent peu d'espoir de succès. Les Italiens déçus de l'échec de l'union douanière avec la France cherchaient déjà à contracter une autre union avec l'Allemagne, qui avait donné de bons résultats au temps du fascisme; les deux pays étant complémentaires, tandis que la France et l'Italie ne le sont point. Souhaitons pour l'avenir de l'Europe que M. Schuman, surmonte les obstacles accumulés par les intérêts particuliers aussi bien ouvriers que patronaux qui s'opposent à l'unité européenne dont l'union franco-allemande est la clef.

CRITON.